

*Accords fiscaux—Loi*

**Mme Pépin:** Monsieur le Président, évidemment lorsqu'on se reporte à la campagne électorale de 1984, je me rappelle fort bien que M. le premier ministre (M. Mulroney) qui était chef de l'Opposition à l'époque a fait une campagne en déblatérant fortement sur le patronage du parti libéral. Évidemment, je pense que la leçon est deux fois plus difficile aujourd'hui parce qu'on s'aperçoit que le parti conservateur fait deux fois pire que nous. Et, actuellement, lorsqu'il nous parle de coupures de budgets et qu'on nous dit qu'on doit apporter une très grande attention, lorsqu'on sait que les programmes de femmes... lorsqu'on sait que les dépenses pour les Centres de refuge pour femmes battues ont été coupées, lorsqu'on sait que des groupes de femmes attendent encore une réponse à savoir si leur programme va être continué et lorsqu'on lit dans les journaux les dépenses un peu éhontées du gouvernement, on se pose de sérieuses questions.

Et si le gouvernement veut qu'on le croit et, en fait, qu'on ait confiance, je pense qu'à ce moment-là il commence à être temps qu'il mette en application ce qu'il dit, et qu'il fasse ce qu'il dit parce qu'actuellement et, de plus en plus, les gens n'ont plus confiance dans le gouvernement actuel. On nous dit de faire quelque chose et le gouvernement agit d'une autre façon.

Alors, je pense que, actuellement, il y aurait sûrement des façons de faire pour augmenter la crédibilité du gouvernement.

On nous a fait également des promesses au niveau des femmes. On nous a dit que les femmes seraient une priorité lorsque les conservateurs prendraient le pouvoir. Mais si on se réfère simplement aux nominations on arrive à peine à 20 p. 100 et, dernièrement, il y a eu deux communiqués de presse qui sont sortis du Bureau du premier ministre: Un était pour nommer un bureau de direction de dix personnes dans le domaine des sports et il y avait dix hommes sur dix personnes qui étaient nommés. Donc, aucune femme. On a fait également dans la même journée un autre communiqué de presse pour nommer 17 personnes sous un autre bureau de direction et là nous avons été chanceuses: il y avait une femme sur 17 personnes. A ce rythme-là, je crois qu'il sera un peu difficile d'atteindre l'objectif du gouvernement conservateur et je pense que si le gouvernement conservateur veut augmenter sa crédibilité, il va falloir qu'il agisse autrement, surtout au niveau des dépenses.

**Mme Bertrand:** Monsieur le Président, je voudrais m'inscrire en faux contre une déclaration de la députée d'Outremont (M<sup>me</sup> Pépin) il y a quelques minutes qui disait que le programme des femmes ou de l'intégration des femmes de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>me</sup> MacDonald) était un échec et un fiasco et qu'il n'y avait pas d'argent.

**Mme Pépin:** J'ai dit qu'il était en difficulté.

**Mme Bertrand:** Dans ma circonscription, il y a quelques jours à peine j'ai annoncé trois programmes de réintégration des femmes sur le...

**Mme Pépin:** C'est dans votre circonscription conservatrice.

**Mme Bertrand:** ... marché du travail pour un montant de \$412,000 et c'était déjà le cinquième... Un programme justement pour lequel la députée d'Outremont plaide, qui veut la réintégration des femmes sur le marché du travail, un programme qui n'existait pas avant cette année. Il n'y avait

aucune chance sous l'ancien gouvernement de permettre à ces femmes d'entrer dans le marché du travail ou de le réintégrer.

Alors, monsieur le Président, c'est le commentaire que je veux faire.

**Mme Pépin:** Monsieur le Président, j'ai dit tantôt que les programmes d'emploi du ministère de l'Emploi et de l'Immigration étaient en difficulté. Je veux bien reconnaître que je me réjouis à ce moment-là que la députée de Brome—Missisquoi ait distribué de l'argent pour des programmes de formation pour les femmes. Mais actuellement, si on regarde dans la région de Montréal, il y a des programmes qui ont été établis depuis plusieurs années, des programmes qui fonctionnaient bien et actuellement, ces programmes sont en difficulté et n'ont pas eu leur argent.

Alors, je pense que je demanderais à la députée de Brome—Missisquoi... je peux lui donner les noms de ces groupes-là, ce sont des groupes qui sont très reconnus, et les programmes ont été coupés depuis avril, sans aucun préavis.

Alors, je pense que cela est important: si elle veut s'occuper des femmes, qu'elle vérifie immédiatement et qu'elle fasse des pressions pour que cela change.

**Le président suppléant (M. Charest):** L'honorable député de LaSalle (M. Lanthier): une question ou un commentaire, mais court, il reste à peine deux minutes.

**M. Lanthier:** Monsieur le Président, puisqu'on a allégué qu'il n'y avait pas beaucoup de femmes qui ont été nommées, j'aimerais qu'en toute franchise, en toute objectivité, la députée d'Outremont compare les records que nous avons depuis notre élection, depuis que nous sommes arrivés au pouvoir sous le signe du grand changement, avec ceux du gouvernement libéral précédent. Qu'elle prenne le barème qu'elle veut, qu'elle prenne la dernière année ou les cinq dernières années. En toute franchise, j'aimerais, s'il vous plaît, qu'on compare les nominations de notre gouvernement depuis que nous sommes arrivés en 1984 *versus* ce qui avait été établi avant.

**Mme Pépin:** Tout d'abord, je veux simplement répliquer à mon cher collègue que le gouvernement libéral a été le premier gouvernement à nommer la première femme Présidente du Sénat, la première Présidente de la Chambre, la première Gouverneure générale. Le gouvernement conservateur...

**M. Blais:** Et le déficit de 200 milliards...

**Mme Pépin:** On parle des nominations, monsieur. Le gouvernement conservateur a remercié de ses services M<sup>me</sup> Betty Hewes qui était présidente du Canadien national, sous prétexte non pas qu'elle n'était pas efficace, mais parce qu'elle était libérale.

**M. Blais:** Elle l'a dit elle-même.

**Mme Pépin:** Et à cette époque, j'ai fait une remarque au premier ministre et je lui ai dit qu'il a remplacé M<sup>me</sup> Hewes par un homme et je lui ai dit que j'étais prête à concéder que, lorsqu'on est un gouvernement conservateur, on peut faire des nominations conservatrices, mais qu'on ne remplace pas une femme par un homme, ce qu'a fait votre gouvernement.

Je pense que c'est une insulte qui a été faite à toutes les femmes conservatrices pour leur dire qu'elles n'étaient pas capables de prendre ce poste-là. Et j'espère que les femmes du